



FRANCE-ISRAËL-IRAN

De la fusion à la fission

Le nucléaire, dénominateur commun de ce lien tripartite, façonne depuis plusieurs décennies les interactions entre les trois États, étant à la fois un objet de coopération et de confrontation. Mais l'autorité de la France, longtemps garde-fou, se fragilise devant la difficile relation Iran-Israël. **PAR ARMAND SHAHBAZI**

La question nucléaire, bien plus qu'un enjeu technologique, est au cœur des rapports entre la France, Israël et l'Iran. Si Paris a longtemps tenté de maintenir un rôle de médiateur, elle voit son influence diminuer face aux positions intransigeantes des camps israélien et iranien. Aujourd'hui plus que jamais, l'atome est au centre des stratégies et des ambitions de la République islamique d'Iran. Pour ce régime en perte de vitesse, tant sur le plan international qu'interne, la capacité à se doter de l'arme atomique apparaît comme un ultime espoir de survie tandis que, pour Israël, cela représente une menace existentielle.

L'effondrement de l'« axe de la résistance », un tournant décisif

Le 3 octobre 2023, le guide suprême de la République islamique d'Iran, Ali Khamenei, déclare que la destruction d'Israël n'est plus qu'une question de temps. Inquiet face à l'agenda stratégique des accords d'Abraham, Khamenei affirme : « La position absolue de la République islamique est que les pays qui parient sur la normalisation avec Israël parient sur le mauvais cheval. » Ce discours annonciateur, prononcé

quatre jours avant les attaques sanglantes du 7 octobre, illustre la longue et minutieuse planification des proxys iraniens dans cette opération, qui a, depuis, plongé le Proche-Orient dans une guerre sans précédent [un proxy fait référence à une entité (groupe rebelle, État, organisation terroriste...) subordonné à un État plus puissant. Une *proxy war* (guerre par procuration) permet à de grandes puissances d'avancer leurs propres intérêts stratégiques sans s'engager ouvertement, en utilisant et soutenant ces proxys, ndlr].

Aujourd'hui, après la défaite militaire de ses réseaux de proxys, la chute de son allié syrien et les échecs répétés de ses attaques balistiques visant l'État hébreu en 2024, la configuration stratégique semble de plus en plus défavorable à la République islamique. Alors que le régime des mollahs tente de se relever de ces défaites et se prépare à une attaque décisive d'Israël sur ses installations nucléaires, couplée à la prise en main de la diplomatie américaine par Donald Trump, une question se pose : La République islamique a-t-elle les moyens de reprendre des négocia-



EFE/EPA/IRANIAN PRESIDENCY OFFICE

Atomes crochus... ou pas 1. Le ministre français des Affaires étrangères et son homologue iranien après la signature de l'accord nucléaire franco-iranien (juin 1974). **2.** Giscard d'Estaing et le chah d'Iran visitent le centre de recherche nucléaire de Saclay (juin 1974). **3.** Devant l'assemblée générale des Nations unies, Benyamin Netanyahu exhorte le monde à poser des limites strictes à l'expansion nucléaire iranienne (sept. 2012). **4.** Le président iranien Rohani, lors de la « journée de la technologie nucléaire », désavoue les termes de l'accord nucléaire de Vienne de 2015 (avril 2019).

ciations dans une tentative désespérée de regagner du temps pour pouvoir mener à terme son ambition ultime, se doter de l'arme nucléaire ?

France, ce délicat dosage entre coopération et méfiance

En 1999, le président iranien, Mohammad Khatami, dépose une gerbe sur les tombes de Pierre et Marie Curie. Par ce geste symbolique, la République islamique rappelle que son potentiel atomique lui a été fourni par la France. Paris, en raison de son rôle clé dans les négociations sur le nucléaire iranien, est un lieu stratégique où les services israéliens et iraniens rivalisent pour des objectifs opposés, mettant parfois la France dans une position délicate, oscillant entre diplomatie et méfiance. Paris soutient Israël sur sa sécurité, tout en cherchant à maintenir un dialogue avec Téhéran, notamment via les accords sur le nucléaire (JCPOA, 2015). Israël dénonce vivement le rôle de la

France dans cet accord, estimant qu'il offre à la République islamique une légitimité pour poursuivre son programme nucléaire.

Fin le temps du sabotage, place à l'intervention

L'espionnage et le sabotage ont longtemps façonné cette relation trilatérale complexe. La stratégie israélienne contre la République islamique était axée sur des opérations clandestines, visant à perturber le programme nucléaire iranien. Parmi elles, les assassinats ciblés, entre 2010 et 2020, visant des figures clés du programme nucléaire iranien. Les cyberattaques aussi ont marqué cette relation trilatérale : l'opération Stuxnet (2009-2010), du nom d'un virus informatique, a saboté les centrifugeuses utilisées pour enrichir l'uranium en Iran, retardant significativement le programme nucléaire tout en exposant la vulnérabilité des infrastructures iraniennes aux attaques technologiques. Une attaque dans laquelle la France aurait pu jouer un rôle indirect.

Un avenir incertain marqué par l'escalade

Aujourd'hui, avec la disparition de ses proxys, la République islamique d'Iran pourrait se voir contrainte d'affronter Israël directement depuis son propre territoire. Ce scénario renforce les menaces israéliennes de frappes militaires directes sur les installations nucléaires iraniennes, dans le but d'anéantir définitivement les ambitions atomiques de Téhéran. L'État hébreu poursuit ses efforts pour empêcher l'Iran de franchir le seuil nucléaire. De son côté, la République islamique, affaiblie sur tous ses fronts, pourrait se voir acculée à des actions désespérées, transformant le Moyen-Orient en un champ de bataille balistique, où la dissuasion et l'espionnage ne suffiront peut-être plus. Ces enjeux dépassent dorénavant le rôle de la France.

La dernière carte de Téhéran : le nucléaire

Malgré les dires d'Ali Khamenei, qui affirme que « l'Iran est fort et puissant et le deviendra encore plus », la stabilité interne du régime, plus que jamais fragilisé par le mécontentement populaire devenu intenable, est minée. Le « guide de la révolution islamique » va ainsi chercher à tout prix à acquérir l'arme nucléaire, son dernier atout. 